

## Parlementaire... pour quoi faire?



Moustique - 28 avr. 2021

Page 36

Moustique

*Depuis plus d'un an, l'exécutif contourne le législatif dans la gestion de crise du Covid-19. Tour d'horizon auprès de 10 députés qui s'accommodent de la situation. Pour la plupart... - Texte: Julien Thomas -*

Trente-sept arrêtés ministériels ont été déposés ces derniers mois par nos ministres de l'Intérieur. Bulles sociales, télétravail ou fermeture de l'Horeca découlent d'un arrêté pris au niveau fédéral. Avec le couvre-feu et le port du masque en rue, les provinces utilisent la même méthode, qui permet de contourner le Parlement et de traiter en urgence une situation de crise. Au début de la pandémie, la plupart des assemblées sont également restées au balcon. Cette fois dans le cadre des pouvoirs spéciaux. Flandre exceptée, fédéral et Régions ont accordé des pouvoirs élargis à leur exécutif. Chaque Parlement doit certes valider les arrêtés de pouvoir spéciaux... mais a posteriori. En décembre dernier, la Chambre a ainsi approuvé les décisions prises en mars dernier.

Constitutionnaliste à l'Université de Mons, Anne-Emmanuelle Bourgaux constate: " Le pouls et le cœur de la nation en Belgique, c'est la Chambre. Aujourd'hui, il lui faudrait un respirateur artificiel ". Directeur général du Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp), Jean Faniel confirme: " On vit depuis un an dans une situation où le pouvoir législatif regarde passer les trains ". Qu'en pensent les principaux intéressés? Comment vivent-ils l'exercice de leur mandat depuis 12 mois? La dizaine de mandataires bruxellois, wallons et fédéraux font état d'une faible marge de manœuvre... dans la majorité comme de l'opposition. Isabelle Emmerly (PS) à Bruxelles et Sabine Laruelle (MR) en Wallonie se comptent dans la première. " On a une loyauté envers la majorité ", lâche la socialiste. " On ne va pas mettre nos ministres à mal, mais on n'a pas non plus été mis de côté ", précise la libérale.

Mais si, on travaille

On a une très faible latitude dans l'opposition, relatent en chœur Mathilde Vandorpe et Catherine Fonck (cdH). Leur extrême difficulté à peser sur les événements ne varie pas. Pas de quoi entamer leur détermination, assurent-elles. " L'important, c'est d'aller au combat ", lâche la première. " Je suis surmotivée ", lance la seconde. Même disposition d'esprit affichée par Isabelle Emmerly dans la capitale. " Je suis très impliquée dans les questions culturelles. On a eu hier un débat sur la réouverture de salles. Je pense qu'on active les choses ." La plupart des élus sondés évoquent une réelle capacité à interroger leur exécutif. Députée bruxelloise d'opposition, Véronique Lefrancq (cdH) explique: " Je n'ai pas eu l'impression de ne pas pouvoir faire mon job. Et j'ai posé plus de 170 questions depuis mes débuts ". Avec leurs agendas chargés et les réunions qui s'enchaînent, certains déplorent l'image d'un Parlement aux abonnés absents. Pour le chef de groupe Ecolo au fédéral Gilles Vanden Burre, cette situation est parfois un peu dure à vivre. " Je comprends que dans les yeux du citoyen, cela puisse exister, mais, nous, on ne s'est pas du tout sentis mis de côté. "

Non, le Parlement fédéral n'a pas été mis entre parenthèses ces derniers mois, assure le chef de groupe à la Chambre Benoît Piedbœuf (MR). " Avec toutes les questions et les débats d'actualité, le travail a été intense ." Même son de cloche pour le député fédéral Christophe Bombled (MR): " Le Parlement fonctionne et prend beaucoup de décisions qui ont trait ou non au Covid ". Au demeurant, les deux libéraux n'ont rien à redire au recours massif aux arrêtés ministériels. Le premier explique: " Le débat parlementaire n'aurait rien ajouté. Qui sommes-nous pour dire ce qu'il faut faire quand on n'a pas toutes les données en main? Et quand on a voté une confiance à un gouvernement, ça suppose qu'on leur fait confiance pour prendre des décisions ."

Trop soft power

Impossible d'organiser un Codeco avec 150 députés, insiste le second. " Comme bourgmestre, je comprends que, pour faire avancer les choses, une décision doit être prise par un petit nombre de personnes ." Pour Gilles Vanden Burre, renforcer l'exécutif durant la première vague était normal. L'écologiste admet toutefois que la Vivaldi a trop tardé avant de travailler à une loi pandémie. Le texte fait aujourd'hui l'objet de discussions à la Chambre... à l'initiative du gouvernement. Une récente décision de justice oblige l'État à enfin adopter une loi qui encadre les mesures exceptionnelles. Le pouvoir judiciaire vient de jouer son rôle de garde-fou. Le législatif? La majorité qui n'a jamais proposé le moindre texte. Dans l'opposition parlementaire, la N-VA et le cdH ont fait leur boulot avec le dépôt d'une proposition de loi. Pour Anne-Emmanuelle Bourgaux, " le déséquilibre entre exécutif et législatif était déjà patent avant le Covid. Les trois grandes fonctions des parlements belges étaient déjà rognées, notamment la mission législative. Les parlementaires se rabattent sur leur seconde mission, celle de contrôle et posent de nombreuses questions. C'est important, mais c'est la version soft du contrôle, la version hard, c'est les interpellations, la motion de méfiance. La troisième fonction, ce sont les enquêtes parlementaires. Mais elles sont remplacées par des commissions spéciales qui n'ont aucun pouvoir ."

Jean Faniel s'inquiète du discours ambiant, très années 30, selon lequel le processus parlementaire empêcherait des décisions rapides. " On est en train de miner la crédibilité de la démocratie. Le Conseil d'État peut remettre un avis dans les cinq jours. Entre deux comités de concertation, il s'écoule beaucoup plus que ça. " Les députés semblent aussi accepter la faible latitude que leur laisse notre participation. " Cette passivité, ils l'ont comme

intériorisée. Mais c'est un processus qui s'est construit sur des décennies ." Sous couvert d'anonymat, un député chevronné, ancien ministre, nous confie: " Je ne me suis jamais senti si inutile politiquement . Est-on encore dans un système démocratique avec trois pouvoirs indépendants les uns des autres? Pour le pouvoir judiciaire, je dirais oui. Pour les pouvoirs législatif et exécutif... Je peux vous assurer que le jour où je ne vote pas selon la consigne du parti, j'aurai un souci ."

## Des kots au stade Tondreau ?



Sud Presse - 28 avr. 2021

Page 6

\* Sud Presse : La Province

*Le collège communal va-t-il enfin pouvoir, au cours de cette mandature, débarrasser l'avenue du Tir du chancre que constituent les deux tribunes de foot insalubres ? Le dossier semble en tout cas connaître un regain d'intérêt parmi des opérateurs privés. Aujourd'hui, il serait question de construire des kots pour les étudiants, en plus des aménagements déjà envisagés. « Le dossier suscite beaucoup de marques d'intérêts d'investisseurs », confie le bourgmestre Nicolas Martin.*

En décembre 2020, le conseil communal s'était prononcé pour la vente des tribunes 3 et 4 au prix de 200.000 €. Pour rappel, la Ville de Mons est propriétaire du stade de football, lequel est géré par la Régie communale autonome (RCA).

Le futur acquéreur devra obtenir un permis d'urbanisme pour, dans un second temps, réaménager cette partie du stade Tondreau, c'est-à-dire le long de l'avenue du Tir (la tribune 4) ainsi que la tribune située du côté des parkings (la T3). Pour une ville comme Mons, disposer d'une infrastructure dédiée exclusivement au football n'est plus d'actualité. Les exemples notamment en Flandre montrent que de plus en plus de stades abritent aussi d'autres activités que le sport.

1,2 million pour démolir

Comme nous l'avons déjà écrit en décembre dernier, le collège communal souhaite vendre ces deux tribunes avec l'espoir de voir de nouvelles activités prendre possession du site. A l'époque où Elio Di Rupo était encore bourgmestre, le collège communal avait envisagé la destruction des deux tribunes puis il avait abandonné le projet en raison du coût des travaux. On parlait à l'époque de 1,2 million uniquement pour leur déconstruction. Une dépense impensable pour la Ville !

En proposant la vente des T3 et T4, la Ville ouvre ainsi la porte à des acteurs privés, avec l'idée que le stade doit accueillir d'autres activités que le football.

« Nous voulons y associer des bureaux, des infrastructures sportives, des infrastructures festives, du logement, et pourquoi pas des kots pour étudiants. Ce serait d'ailleurs une belle formule de pouvoir associer tout cela. »

La présence de kots représente un intérêt étant donné la proximité des bâtiments de l'UMons. Mais ceci ne pourra se réaliser qu'en partenariat avec l'université, souligne le maire.

« La balle est dans le camp du futur investisseur qui devra faire une proposition à la RCA. Le dossier suscite en tout cas beaucoup de marques d'intérêt », complète Nicolas Martin.

Comme à Saint-Trond

« Je suis moi-même allé visiter le stade multimodal de Saint-Trond ». A Mons, la procédure est lancée pour arriver à un résultat similaire.

En ce qui concerne les futurs aménagements en remplacement des tribunes 3 et 4, celles-ci comprendraient tout de même encore des espaces réservés aux supporters.

Un beau projet pour l'avenir du Tondreau !

Claude Widart

Claude Widart